ment, et alors nous pourrions décréter l'obligation, puisque nous aurons bâti nos écoles et que nous aurons derrière nous l'opinion publique pour nous soutenir. Donc, allons lentement et contentons-nous aujourd'hui d'une clause permissive. Laissons aux autorités locales le soin et la responsabilité d'imposer l'obligation, si elles le jugent à propos. Si elles se trompent, il n'y aura pas grand mal et nous profiterons de leurs fautes. Si elles réussissent, elles prépareront le pays à une mesure plus radicale, et nous profiterons des résultats de l'expérience. Cela nous est d'autant plus nécessaire que, s'il nous fallait, à l'heure qu'il est, présenter un ensemble de mesures destinées à assurer l'exécution de la loi, nous serions embarrassés, marchant comme nous le faisons sur un terrain tout nouveau. Allons donc lentement; étudions, cherchons, préparons l'avenir, faisons des expériences en petit avant d'en faire sur une aussi grande échelle que l'Angleterre."

Voilà en substance les divers discours que M. Forster prononça sur cette grave question. On peut contester l'obligation en principe, mais on ne peut pas disconvenir que son langage ne fût sage, modéré, réservé, tel qu'on devrait toujours le trouver sur les lèvres d'un législateur. Aussi finit-il par gagner la majorité à sa cause, et la "permissive clause" fut adoptée.

Dès ce jour l'obligation fut introduite en principe dans le système d'éducation anglais. Voici la partie importante de cet article de loi. Une clause donne aux *School Boards* ou commissions scolaires le pouvoir de faire des "By-laws," c'est-à-dire des règlements obligatoires pour les districts scolaires, une fois qu'ils auront été revêtus de l'approbation de l'*Education Department*. Or, parmi les premiers objets de ces futurs règlements, figure au premier rang le suivant: Les *School Boards* pourront faire des règlements requérant les parents des enfants qui n'auront ni moins de cinq ni plus de treize ans, ainsi qu'il pourra être fixé dans les règlements, d'envoyer ces enfants à l'école (à moins d'excuse raisonnable).

Ce paragraphe de l'article 74 de la loi de 1870 établissait donc en principe l'obligation, mais il laissait les commissions scolaires maîtresses de se prévaloir, oui ou non, de la faculté qui leur était laissée.

Dans une matière aussi grave, on ne peut qu'admirer la sagesse, la modération et le sens pratique de la législature anglaise. C'étaient cependant les libéraux qui étaient alors au pouvoir, à peu près les mêmes qui y sont aujourd'hui, M. Gladstone, M. Forster, lord Ripon, M. Bright, etc.

Voyons par quel progrès lent, mais constant, on est passé de la clause permissive à l'instruction obligatoire pure et simple. Nous aurons lieu encore d'admirer la sagesse de la nation anglaise, qui ne fait rien par violents soubresauts, mais qui avance sans cesse, quoique lentement.

III.

La première loi anglaise relative à l'instruction primaire a donc admis en principe "l'obligation," mais elle a laissé aux autorités locales à faire là-dessus tels règlements qu'elles croiraient nécessaires, sauf quelques sages restrictions prévues par la loi et sauf aussi l'approbation de la part de l'*Education Department*. Nous ferons connaître plus tard les restrictions prévues par la loi.

La loi de 1870 donna une vive impulsion à tout ce qui regardait l'enseignement primaire en Angleterre, grâce à cette saine concurrence qui est nécessaire partout, même aux hommes les meilleurs, pour faire produire à leurs facultés tout ce qu'elles peuvent donner. On a, plus d'une fois, dépassé le but et commis de nombreuses extravagances, mais, en somme, il y a eu de grands efforts accomplis et par suite de notables résultats obtenus.

Les *School Boards* se sont organisés sur bien des points du royaume, notamment dans les grandes villes, et, ainsi qu'il était aisé de le prévoir, ils sont tombés rapidement aux mains des dissidents, des libres-penseurs et des *secularistes*, qui, altérant la loi de 1870 dans son esprit et quelquefois même dans sa lettre, n'ont eu qu'un but; ruiner les écoles confessionnelles, soutenues par des souscriptions volontaires, pour substituer à la place des écoles non-sectariennes, c'est-à-dire neutres et laïques, comme on dit en France à l'heure qu'il est. Le but que s'était proposé la loi de 1870 était de compléter le système volontaire, de combler ses lacunes, d'atteindre là où il